

<http://www.snetap-fsu.fr/Juin-2009-Blocage-des-centres-de.html>



Juin 2009 - Blocage des centres de correction

- Nos Actions - Archives - 2008-09 Archives - Juin-juillet 2009 - Blocage des centres de correction -

Date de mise en ligne : samedi 27 juin 2009

Date de parution : 14 novembre 2010

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés



[Réunis à Paris jeudi 11 juin 2009, pour une manifestation](#) devant la [DGER](#) [1] et le ministère de l'agriculture, les personnels, qui avaient posé ce jour-là un ultimatum au ministre, se sont trouvés confrontés à une situation de blocage :

- blocage de l'entrée de la rue de Varenne par des cars de police (ça, c'est courant) ;
- mais surtout, blocage de toute perspective de rétablissement des emplois injustement supprimés (ça, c'est inacceptable).

Devant cette fin de non-recevoir, les personnels dans l'action prennent la décision difficile d'organiser le blocage des centres de correction d'écrit.

Cette décision résulte d'un processus engagé depuis plusieurs années.

Historique

En septembre 2007, quelques semaines avant notre congrès d'Albi, la DGER publie une note de service sur la préparation de la rentrée 2008, qui annonce clairement la couleur pour les cinq années du quinquennat de Nicolas Sarkozy : diminution de la [DGH](#) [2] de 3% par an pendant cinq ans.

En résumé : moins de cours, moins de formations, moins de personnel, moins d'établissements.

Le congrès prend la décision d'organiser une [manifestation nationale le 14 décembre 2007 à Paris](#).

[Si quelques avancées sont obtenues](#), les personnels restent vigilants.

Dans les établissements, dans les [régions](#), au fur et à mesure que les mauvais coups s'amoncellent, les actions se multiplient.

Le conseil syndical national de mai 2008 annonce pour la rentrée une action de rétention administrative des notes.

Durant l'été, des bruits sur le budget 2009 en préparation annoncent la catastrophe.

Dès la rentrée, reprise par l'intersyndicale de l'enseignement agricole public, [l'action de rétention des notes commence](#). Elle s'étendra à plus de la moitié des établissements. Elle reçoit le soutien des associations de parents d'élèves conscientes de l'ampleur de la catastrophe qui se prépare.

Et elle porte ses fruits : le Sénat adopte un amendement visant à augmenter de 51 M€ les moyens de l'enseignement agricole public, et à revenir sur les suppressions d'emplois prévues au budget 2009.

Cette somme, réduite à 38 M€ par l'Assemblée Nationale, est finalement détournée en grande partie de sa finalité au profit de l'enseignement agricole privé ! 88 emplois d'enseignants, 64 emplois d'administratifs, techniciens et personnels de santé, doivent disparaître des établissements agricoles publics à la rentrée 2009.

La rétention des notes prend fin au début du printemps, par l'envoi collectif des notes retenues au Président de la République. Les personnels n'avaient jamais eu l'intention de nuire à leurs élèves, de bloquer leur orientation.

C'est alors qu'une nouvelle annonce relance la mobilisation : près de deux cents [ETP \[3\]](#) de contractuels seront supprimés à la rentrée 2009. Ce qui signifie, compte-tenu du nombre important d'emplois à temps incomplet, que plus de 300 collègues précaires risquent d'être licenciés.

Si un arbitrage « rend » 132 ETP à l'enseignement agricole public, [le compte n'y est pas](#). Pour faire face au manque de personnel sciemment organisé, partout, des options, des classes, des filières sont supprimées. La fermeture de plusieurs établissements est annoncée. Le bateau tangue, le bateau va couler !

C'est pourquoi [le congrès national d'Hyères lance un ultimatum au ministre](#) et appelle les personnels à une [manifestation nationale le 11 juin à Paris](#).

Nous sommes contraints aujourd'hui de passer à l'étape suivante de la mobilisation :

Le blocage des centres de correction



12 juin 2009 - Blocage de la DRAAF Poitou-Charentes

- Dès le lendemain, [le premier blocage a lieu à Poitiers](#).
- [Modalités pratiques](#) pour les blocages à venir.

- Semaine du 22 au 26 juin :
- [Les blocages se multiplient](#) ;



24 juin 2009 - Bourcefranc

La balle est maintenant dans le camp du gouvernement et du parlement. Il est encore temps de débloquent les moyens permettant de revenir sur les suppressions d'emplois annoncées, et de prononcer un moratoire sur les suppressions futures. **La sauvegarde de l'enseignement agricole public l'exige !**

**Pour participer vous aussi
à l'action de sauvetage
de l'enseignement agricole public,
contactez la section Snetap-[FSU](#)
de votre établissement**

[1] Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche

[2] Dotation Globale Horaire = nombre d'heures d'enseignement

[3] équivalents temps plein